

#Covid-19 : Trump fait-il juste “son Trump” ou sa soudaine (sur ?)réaction est-elle finalement justifiée ?

Indice pour les plus pressés : le Coronavirus en veut particulièrement à ses électeurs

Mercredi, Donald Trump annonçait sa décision de fermer ses frontières à toute personne en provenance de l'Europe. Enfin, de l'Europe, pas tout à fait. Seuls étaient alors concernés [celles et ceux résidant ou ayant transité dans un pays de l'espace Schengen](#), autrement dit, l'Europe des 26. Dont nous faisons partie. Mais auquel n'appartiennent pas (ou plus), par exemple, la Bulgarie, la Roumanie et (conséquemment à cette décision “sage et réfléchie”, ce processus “rapide et sans douleur” que fut le Brexit) le Royaume-Uni. Serions-nous victimes, sans le savoir, d'une recrudescence de billets de 10 euros* infectés par une nouvelle souche ultra-virulente ? Trump a-t-il confondu l'espace Schengen avec la ville de Shenzhen, en Chine ? Nous ne le saurons probablement jamais.

Un Virage à 180°

Seule certitude : si, trois jours plus tard, le président américain a finalement déclaré que les ressortissants britanniques étaient, eux aussi, persona non grata sur son sol, il n'en reste pas moins vrai que cette décision, ainsi que la déclaration, à peine 24h plus tard, par le président américain, [de l'état d'urgence nationale](#) pour, notamment, être à même de débloquer “jusqu'à 50 milliards de dollars” de fonds fédéraux pour aider les états et collectivités à lutter contre l'épidémie, ont de quoi surprendre si on les compare à l'attitude, bien plus désinvolte, qui était la sienne il y a à peine quelques jours, face à un virus qu'il assimilait alors [à une simple grippe saisonnière](#).

Trump surréagit-il pour compenser sa “légèreté” initiale face à la propagation du virus sur son territoire ? Cherche-t-il à rassurer son électorat dans l'optique des élections de cet automne ? A-t-il pour ambition d'amoinrir l'impact qu'aurait une épidémie généralisée (elle se produira, c'est une évidence) sur l'économie de son pays en limitant la récession qu'elle engendrerait ? Utilise-t-il ses 50 milliards de fonds fédéraux pour prouver au monde, une nouvelle fois, que son pays a un très très gros pénis et que ce phallus géant, cette arme de destruction massive de virus que sont les dollars, donne aux États-Unis un avantage de poids face à une crise sanitaire dont l'ampleur reste sans précédent depuis un peu plus d'un siècle ? Il serait tentant puisque totalement logique de répondre par l'affirmative à toutes ces questions : apaiser les craintes de la population, rassurer les marchés, préserver, autant que

faire se peut, l'économie et afficher, face au reste du monde, sa supériorité, qu'elle soit médicale, technologique, financière ou économique, constituent des réponses logiques à une crise telle que celle-ci. Surtout lorsque l'on se targue d'être le pays le plus puissant que la terre ait jamais porté.

Un électorat particulièrement vulnérable

Et si l'une des causes de ce revirement si inattendu et, au fond, si "trumpien" par sa radicalité, par son apparente spontanéité, se nichait au cœur-même du *Trump Phenomenon*, de son éclosion, de sa montée en puissance et, enfin, de sa victoire, si inattendue, elle aussi ([malgré les nombreux signes avant-coureurs](#) que presque tous avons décidé, consciemment ou non, d'ignorer) ? Cette victoire, il la doit, évidemment, à ses électeurs.

Or, justement, Trump n'a été élu ni dans le même contexte, ni pour les mêmes raisons, ni par la même typologie de votants que ses prédécesseurs républicains. Non, le milliardaire n'a, paradoxalement, pas été le candidat des riches, des capitalistes, des conservateurs. Au contraire. Ce sont, avant tout, les classes moyennes inférieures blanches et non diplômées qui l'ont hissé au pouvoir. Au-delà l'incongruité que représente l'accession aux plus hautes fonctions de L'État par un personnage tel que lui, c'est bel et bien son succès auprès des classes populaires, souvent plutôt enclines, jusqu'alors, au vote "de gauche", qui a suscité le plus de questionnement de la part des commentateurs du monde entier. Un "glissement" électoral moins étonnant qu'il n'y paraît, au regard de son discours idéologique populiste, emprunt de protectionnisme et diamétralement opposé à la ligne républicaine classique, qui prônait, depuis des décennies, une politique capitaliste favorisant une dérégulation de l'économie et le libre-échange. Le capitalisme (américain) est mort, vive le capitalisme !...

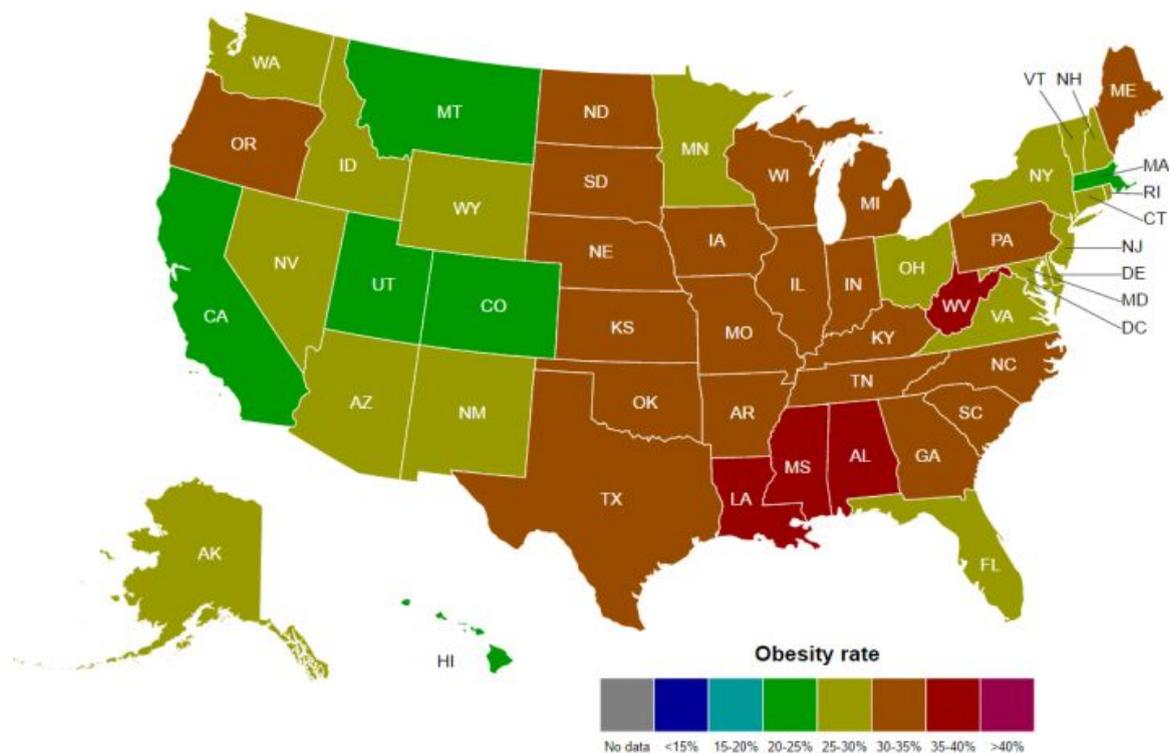
Et il est une autre idée, moins républicaine (dans le sens américain du terme) et dont Donald Trump tente, depuis toujours, de se débarrasser : l'accès aux soins pour tous. S'il finit, contre toutes attentes, par obtenir gain de cause auprès de la Cour Suprême dans son combat pour l'abrogation de l'ObamaCare, [pas moins de 20 millions d'américains perdront leur couverture sociale](#). Parmi ces américains les plus modestes qui risquent, in fine, de ne plus pouvoir se soigner, on trouve... les électeurs de Trump. Ceux-là mêmes dont le vote a surpris tout le monde il y a un peu plus de trois ans : des blancs, plutôt âgés (mais pas trop, [les classes modestes ayant une espérance de vie de 10 à 15 ans inférieure à celle des classes aisées...](#)), peu éduqués, croyants ([Bible Belt](#)) paupérisés à l'extrême par, entre autres, la désindustrialisation ([Rust Belt](#)), ainsi que par la crise de 2008. Et nul n'ignore, non plus, que les classes populaires ont une propension plus importante à souffrir d'obésité et, par voie de conséquence, de diabète et de maladies cardiovasculaires. Autrement dit, si le Coronavirus se répand aux quatre coins du territoire américain, Donald Trump risque bel et bien, à travers sa politique, de vouer une large part de son électorat à une mort certaine.

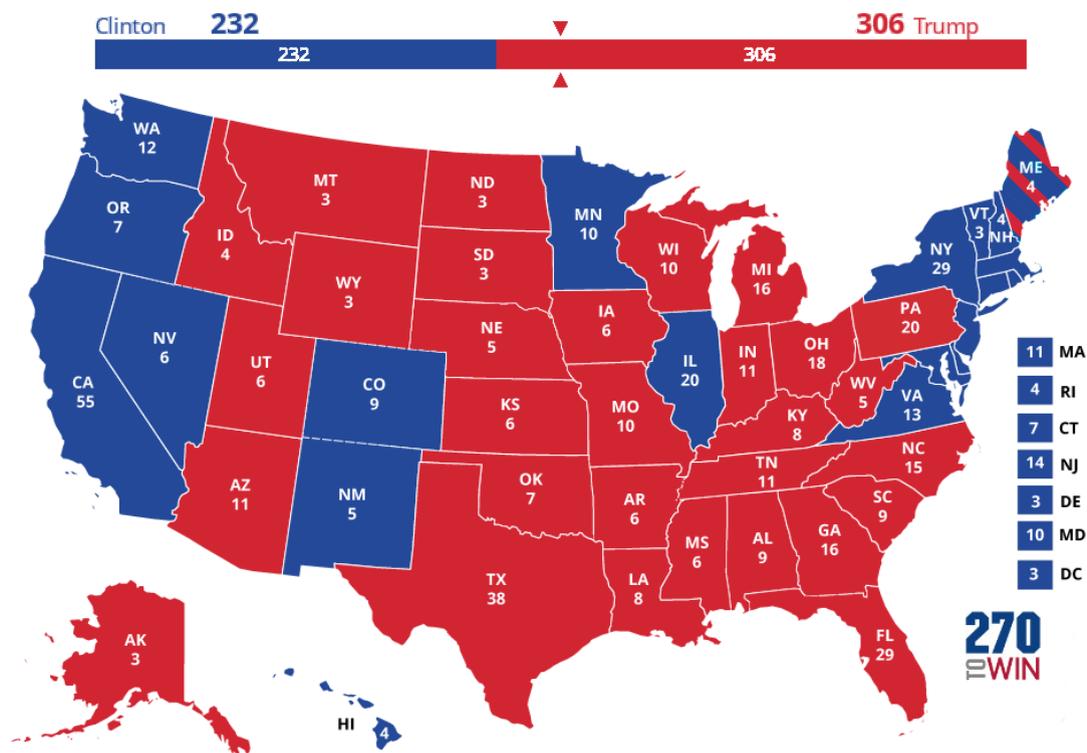
Et quand bien même, avec un *Patient Protection and Affordable Care Act* toujours en vigueur, les populations dites "à risque" face au Covid-19, à savoir les personnes âgées, en surpoids, diabétiques et cardiaques, ne bénéficient déjà pas, pour les plus modestes d'entre elles, de couverture sociale leur permettant d'avoir, en cas de nécessité, un accès facilité

aux soins hospitaliers, [une journée dans un hôpital américain coûtant, en moyenne, plus de 4000 dollars.](#)

Prenez, par exemple, l'Ohio. [Swing state](#) et pas des moindres (J.F.Kennedy fut le seul président à avoir été élu sans avoir remporté l'Ohio), l'état avait suscité la surprise générale, en 2016, en portant son choix sur Donald Trump. Situé à la croisée de la Rust Belt et de la Bible Belt, l'état du Midwest compte [27% d'obèses et 63% de personnes en surpoids](#). Autant dire que sa population, notamment les personnes vivant dans [les comtés les plus pauvres de l'état](#) (Highland, Jackson, Morgan, Vinton...) ayant voté massivement en faveur de Trump, n'est pas des plus aptes à se prémunir face à une propagation du Coronavirus en son sein. Cela ne pouvait pas plus mal tomber : vendredi 13 mars, soit à peine quelques heures avant la déclaration, par Donald Trump, de l'urgence nationale, nous apprenions que l'Ohio ["pourrait d'ores et déjà compter plus de 100 000 personnes atteintes du nouveau coronavirus"](#). Si ce chiffre s'avère véridique, comment ces gens, pauvres pour une part non négligeable d'entre eux et présentant une ou plusieurs (souvent plusieurs) comorbidités, vont-ils être capables de combattre une maladie telle que le Covid-19 ? Et il va sans dire qu'un certain nombre d'états américains présentent des caractéristiques démographiques similaires voire plus préoccupantes, principalement dans le centre et le sud du pays : le Texas, l'Oklahoma, le Kansas, le Missouri... Autant d'états dont une part encore plus importante de la population souffre d'obésité (>30%) et qui, en 2016, ont grandement contribué à l'accession de Donald Trump à la Maison Blanche.

Adulthood obesity rate by state





Les États-Unis : un colosse aux pieds d'argile ?

Les États-Unis vont-ils perdre une large part de leur population du Sud et du Midwest ? Compte-tenu de son taux d'obésité, nettement supérieur à celui des autres membres de l'OCDE et des spécificités de son système de santé, le pays affichera-t-il un nombre de décès nettement supérieur à la moyenne à l'issue de l'épidémie ? D'après les chiffres de l'OMS, il semblerait que cela soit déjà le cas : les États-Unis enregistreraient un taux de létalité de plus de 5%, soit plus de deux fois supérieur à celui que nous constatons, pour l'heure, en France, alors que l'épidémie américaine n'en est, d'après ce que l'on sait, qu'à ses balbutiements (contrairement à l'Italie, où le phénomène de "débordement" subi par les hôpitaux et les personnels de santé peut expliquer, du moins en parti, un taux de létalité plus élevé). Si les États-Unis affichent de tels chiffres en début de crise, qu'en sera-t-il en plein pic de l'épidémie, lorsque cliniques et hôpitaux seront débordés, quand un nombre important de personnes dites "à risque" présenteront le besoin urgent d'être admises en soins intensifs, alors que leur porte-feuille ne le leur permettra pas ? Qu'advientra-t-il de la plus grande puissance mondiale, lorsqu'en fin de crise, son bilan s'avèrera similaire, voire plus désastreux, que celui d'un pays en voie de développement ? En 2005, l'ouragan Katrina avait déjà mis au jour l'incapacité des États-Unis à faire face à une catastrophe de grande ampleur et à venir en aide à ses citoyens les plus démunis. Une impuissance face à l'adversité qui avait poussé certains à assimiler les États-Unis à... un pays du Tiers-Monde.

Si, une nouvelle fois, l'Oncle Sam échoue à protéger ses citoyens les plus faibles, comment Trump pourra-t-il regagner la confiance de ses électeurs ? Il n'est pas certain qu'à ce

moment-là, montrer son très gros pénis sera suffisant. *Anyway*, nous le saurons bien assez tôt. *For now, wait and fear...*

**Tous les pays de l'espace Schengen ne sont pas dans la Zone Euro, j'en ai conscience. Mais je trouvais la fausse hypothèse amusante (sorry not sorry ;-)).*